



FOCUS



Une publication
des économistes de l'UCLouvain

Sans enfant : un nouveau visage de la basse fécondité

Thomas Baudin, David de la Croix et Paula E. Gobbi

Thomas Baudin est professeur à IESEG School of Management à Lille et est chercheur associé à l'IRES/LIDAM, UCLouvain.

t.baudin@ieseg.fr

David de la Croix est professeur d'économie à l'IRES/LIDAM, UCLouvain.

david.delacroix@uclouvain.be

Paula E. Gobbi est professeur à l'Université Libre de Bruxelles (ECARES).

paula.eugenia.gobbi@ulb.be

La baisse de la fécondité est devenue l'un des grands sujets économiques et sociaux des pays développés. On la résume souvent par un chiffre : le nombre moyen d'enfants par femme. En Belgique, comme dans la plupart des pays européens, ce chiffre est aujourd'hui très inférieur au seuil de remplacement des générations. Mais cette manière habituelle de regarder la fécondité masque une transformation essentielle. Les familles n'ont pas seulement moins de deuxièmes ou de troisièmes enfants. De plus en plus de personnes n'entrent jamais dans la parentalité.

L'infécondité — au sens de l'absence d'enfant au cours de la vie — n'est donc plus un phénomène marginal. Elle devient une composante centrale de la basse fécondité contemporaine. Cette évolution mérite d'être analysée pour elle-même, car elle renvoie à des mécanismes parfois différents de ceux qui expliquent la réduction de la taille des familles. Décider d'avoir un deuxième enfant n'est pas la même chose que devenir parent pour la première fois. La première naissance suppose souvent un enchaînement de conditions : rencontrer un partenaire, former un couple suffisamment stable, disposer d'un logement, se sentir économiquement prêt, pouvoir concilier travail et famille, et ne pas reporter trop longtemps le projet d'enfant. Lorsque ces conditions sont retardées ou fragilisées, le report peut devenir définitif.

Mesurer l'infécondité aujourd'hui

L'infécondité est habituellement mesurée à partir des générations. On observe, par exemple, la proportion de femmes nées une certaine année qui n'ont jamais eu d'enfant à la fin de leur vie reproductive. Cette mesure est simple et intuitive. Son inconvénient est qu'elle arrive très tard. Pour savoir quelle proportion de femmes nées en 1990 restera sans enfant, il faudra encore attendre de nombreuses années.

Pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui, il faut donc un indicateur de période, comparable au taux de fécondité. Le taux de fécondité d'une année ne prédit pas exactement le nombre d'enfants qu'aura une génération réelle ; il résume les conditions de fécondité observées cette année-là. On peut appliquer la même logique à l'entrée dans la parentalité. L'idée est de demander : quelle

Baudin T., de la Croix D., Gobbi P. E. (2026). Sans enfant : un nouveau visage de la basse fécondité, *Regards économiques*, Focus 38.
doi: 10.14428/regardseco2026.07.02.01



serait la proportion de femmes restant sans enfant si ces femmes étaient exposées, à chaque âge, aux probabilités actuelles d'avoir un premier enfant ?

Cet indicateur peut être appelé taux d'infécondité de période. Il ne doit pas être lu comme une prévision mécanique. Il est sensible au calendrier des naissances : si les premières naissances sont fortement retardées, il peut augmenter même si une partie des femmes concernées auront finalement un enfant plus tard. Mais il donne une information précieuse : il mesure l'intensité actuelle du passage vers la parentalité.

[Les résultats sont frappants.](#) Dans les pays pour lesquels les données permettent de calculer cette mesure, l'infécondité de période a augmenté partout. Dans plusieurs pays occidentaux, elle se situe autour d'un quart. En Belgique, au Danemark, en Suède et aux États-Unis, les conditions récentes d'entrée dans la parentalité correspondent à une probabilité d'infécondité proche de 25%. La hausse est encore plus forte ailleurs : elle dépasse un tiers en Finlande, au Japon et en Espagne, et atteint environ 45% en Corée du Sud.

Ces chiffres ne signifient pas que 45% des jeunes Coréennes d'aujourd'hui resteront nécessairement sans enfant. Ils signifient que, si les conditions actuelles de première naissance se maintenaient à tous les âges, le passage à la parentalité serait extrêmement faible. La conclusion générale est claire : la baisse récente de la fécondité ne vient pas seulement de familles plus petites ; elle vient aussi d'une difficulté croissante à franchir la première étape, celle du premier enfant.

Le couple reste central

Pour comprendre cette évolution, il faut regarder au-delà des naissances, il faut en réalité regarder les couples. Dans la plupart des sociétés à basse fécondité, la parentalité reste très liée à une union stable, qu'il s'agisse d'un mariage ou d'une cohabitation. Beaucoup de personnes peuvent souhaiter avoir un enfant, mais seulement dans le cadre d'une relation suffisamment stable. Lorsque la formation des couples est retardée, moins fréquente ou plus instable, la fenêtre disponible pour avoir un premier enfant se réduit.

[Les données internationales vont dans ce sens.](#) Entre 1970 et 2020, la proportion de femmes âgées de 25 à 39 ans vivant en couple au moment de l'enquête a diminué dans tous les pays considérés. La baisse est particulièrement forte en Corée du Sud, au Japon, au Portugal et en Belgique. En Belgique justement, cette proportion est passée d'environ 91% en 1970 à 65% en 2020. En Corée du Sud, elle est passée de 92% à 57%. Dans plusieurs pays, moins de deux tiers des femmes de 25 à 39 ans vivent aujourd'hui en couple.

Ce constat ne signifie pas que toute infécondité serait due à l'absence de partenaire. Mais il rappelle une réalité simple : on ne peut pas comprendre la baisse des premières naissances sans comprendre la transformation du marché matrimonial et des unions. La montée du célibat, le recul de l'âge à la mise en couple, l'instabilité des relations et la difficulté à construire un projet familial commun sont désormais des dimensions essentielles de la démographie contemporaine.

Toutes les infécondités ne se ressemblent pas

Parler de personnes «sans enfant» peut donner l'impression d'un groupe homogène. Ce n'est pas le cas. Le même résultat — ne pas avoir d'enfant — peut venir de situations très différentes.

Une première forme est l'infécondité biologique. Certaines personnes ou certains couples ne peuvent pas avoir d'enfant, même s'ils le souhaitent. Cette dimension existe dans toutes les sociétés, mais elle prend une signification nouvelle lorsque les projets d'enfant sont reportés à des âges où la fertilité diminue.

Une deuxième forme est l'infécondité liée à la pauvreté ou aux contraintes matérielles. Avoir un enfant suppose des ressources : un revenu suffisant, un logement, du temps, un minimum de sécurité. Lorsque ces conditions ne sont pas réunies, certaines personnes renoncent ou reportent. Dans ce cas, l'absence d'enfant ne traduit pas nécessairement une préférence pour une vie sans enfant ; elle peut révéler un manque de moyens.

Une troisième forme est l'infécondité liée au coût d'opportunité. Elle concerne davantage les personnes, souvent les femmes, pour lesquelles la maternité entraîne un coût élevé en termes de carrière, de revenu, d'autonomie ou de temps. Lorsque l'organisation du travail et de la famille rend la parentalité difficilement compatible avec les aspirations professionnelles, certaines personnes peuvent choisir de ne pas devenir parents. Ce choix est le plus souvent graduel et correspond à une accumulation de reports de la première naissance.

Une quatrième forme est l'infécondité liée au marché des unions. Certaines personnes auraient peut-être eu des enfants dans le cadre d'un couple stable, mais ne trouvent pas de partenaire avec lequel ce projet soit possible. Ici, le mécanisme principal n'est pas le désir d'enfant pris isolément, mais l'absence d'un couple qui rende la parentalité envisageable.

Enfin, dans certains contextes historiques ou dans des [pays](#) où la mortalité infantile reste élevée, l'infécondité peut aussi être liée à la perte d'enfants. Une personne peut avoir eu des enfants biologiques, mais ne pas avoir d'enfant survivant à l'âge adulte.

Il n'y a pas de manière simple de mesurer l'importance de ces différents types de fécondité. Ni les enquêtes, ni les études statistiques ne peuvent le faire. En effet, il faut une approche structurelle, basée sur une théorie des choix, pour quantifier les différentes composantes de l'infécondité.

Cette typologie est importante pour les politiques publiques. Si l'infécondité vient de contraintes matérielles, les réponses ne sont pas les mêmes que si elle vient d'un partage inégal des tâches, d'une transformation des aspirations, d'un marché du logement bloqué ou d'une difficulté à former des couples stables.

Pourquoi l'infécondité augmente-t-elle ?

Il n'existe pas une seule cause universelle. Plusieurs mécanismes se combinent, avec des poids différents selon les pays.

Le premier est la baisse du bénéfice attendu de la vie en couple. Dans les sociétés contemporaines, vivre seul est devenu acceptable et parfois plus confortable. Les [loisirs numériques](#), les réseaux sociaux, les plateformes de streaming, les jeux vidéo ou les communautés en ligne peuvent offrir des formes de sociabilité et de distraction qui réduisent le besoin ressenti de former un couple. Cette explication ne suffit sans doute pas à elle seule, mais elle peut contribuer à la montée du célibat et donc à l'infécondité.

Le deuxième mécanisme est le coût du logement. Former un couple et avoir un enfant supposent souvent de disposer d'un logement stable, suffisamment grand et situé à une distance raisonnable du travail ou des services. Lorsque les loyers ou les prix immobiliers augmentent fortement, le projet familial devient plus difficile. Le logement cher peut encourager la mise en couple pour partager les

coûts fixes, mais il réduit aussi les ressources disponibles pour avoir un enfant. Dans les grandes villes, ce mécanisme est particulièrement visible.

Le troisième mécanisme est le décalage entre l'augmentation des opportunités des femmes et la persistance d'une répartition traditionnelle des tâches familiales. Les femmes sont aujourd'hui plus diplômées, plus présentes sur le marché du travail et plus attachées à leur autonomie économique. Mais dans beaucoup de pays, la charge quotidienne des enfants reste majoritairement féminine. Et les mères sont davantage soumises que les pères à une pénalité sur le marché du travail. La question n'est donc pas simplement de savoir si les femmes veulent travailler ou avoir des enfants. Elle est de savoir si les institutions, les entreprises et les hommes rendent possible une parentalité compatible avec l'égalité. Lorsque ce n'est pas le cas, la maternité peut devenir trop coûteuse pour une partie des femmes, surtout les plus diplômées.

Le quatrième mécanisme concerne les normes. Pendant longtemps, devenir parent était considéré comme une étape presque obligatoire de la vie adulte. Ce n'est plus le cas. La vie sans enfant est plus visible, plus acceptée socialement, et parfois revendiquée comme un choix positif. Cela ne signifie pas que les préférences expliquent tout. Les économistes se méfient souvent des explications qui invoquent simplement un « changement de goûts ». Mais les normes comptent, surtout lorsqu'elles interagissent avec les contraintes matérielles. Si avoir un enfant devient plus coûteux et que ne pas en avoir devient moins stigmatisé, l'infécondité peut augmenter rapidement.

Le cinquième mécanisme est l'incertitude. Avoir un enfant est une décision difficile à inverser. Lorsque l'avenir économique, professionnel, écologique ou politique paraît incertain, reporter peut sembler rationnel. Mais le report répété n'est pas neutre. À mesure que l'âge avance, les contraintes biologiques deviennent plus fortes, les unions peuvent se défaire, et le projet d'enfant peut devenir irréalisable. L'incertitude transforme alors une attente provisoire en infécondité définitive. Dans certains cas, l'incertitude peut mener à ne pas avoir d'enfant du tout, suivant la prescription du [Voluntary Extinction Movement](#).

Que peuvent faire les politiques publiques ?

Face à la montée de l'infécondité, il serait tentant de chercher une réponse unique : davantage d'allocations familiales, plus de crèches, des congés parentaux plus longs ou une politique du logement plus ambitieuse. Toutes ces mesures peuvent être utiles, mais elles ne répondent pas toujours au même problème. L'infécondité peut venir de contraintes matérielles, d'un emploi instable, d'un logement inaccessible, d'un partage inégal des tâches familiales, d'un coût professionnel trop élevé de la maternité, ou encore d'une difficulté à former un couple stable.

Cela ne signifie pas que les politiques publiques n'auraient rien de général à dire, même si leur effet est jugé limité par la [littérature existante](#). Au contraire, la montée de l'infécondité invite à déplacer la question. L'objectif ne devrait pas être de pousser les individus à avoir des enfants, ni de fixer un niveau de fécondité souhaitable. Dans une société libérale et démocratique, certaines personnes peuvent ne pas vouloir d'enfant, et ce choix doit être respecté. Le problème public se situe ailleurs : dans l'écart entre le nombre d'enfants que les personnes souhaiteraient avoir et celui qu'elles peuvent effectivement avoir, ainsi que dans les conditions très inégales dans lesquelles ce choix peut être réalisé.

Une politique familiale légitime devrait donc viser trois formes d'égalité. D'abord, une égalité de traitement entre les enfants à naître : un enfant ne devrait pas arriver dans des conditions matérielles radicalement différentes selon le revenu,

le statut professionnel ou le lieu de résidence de ses parents. Ensuite, une égalité des conditions de parentalité entre groupes sociaux et entre femmes et hommes : le coût d'un enfant ne devrait pas peser davantage sur les ménages modestes ni reposer principalement sur les femmes. Enfin, une égalité des chances professionnelles entre parents et non-parents : devenir parent ne devrait pas signifier renoncer à une carrière, mais ne pas avoir d'enfant ne devrait pas non plus faire de quelqu'un un travailleur supposé toujours disponible.

Cette approche permet de dépasser l'opposition entre politiques natalistes et respect des choix individuels. Il ne s'agit pas de convaincre chacun d'avoir des enfants, mais de faire en sorte que celles et ceux qui souhaitent en avoir puissent le faire sans être pénalisés par leur revenu, leur genre, leur emploi ou leur origine sociale, et sans compromettre les conditions de vie de leurs enfants.

Si l'on cherche donc un principe directeur pour les politiques familiales, il pourrait être le suivant : garantir à chaque enfant un socle minimal de ressources, voire un revenu universel, et à chaque adulte la possibilité de devenir parent sans être pénalisé économiquement ou professionnellement. La question n'est pas tant de savoir combien d'enfants une société souhaite avoir, mais si elle offre à chacun les moyens réels de réaliser ses projets familiaux dans des conditions équitables.

REGARDS ÉCONOMIQUES

Place Montesquieu, 3
B1348 Louvain-la-Neuve
regard-ires@uclouvain.be
tél. 010 47 34 26
www.regards-economiques.be



Directeur de la publication :

Vincent Bodart

Rédactrice en chef :

Muriel Dejemeppe

Secrétaire de rédaction :

Séverine Dinjar

Secrétariat & logistique :

Virginie Leblanc

Graphiste :

Dominique Snyers

Comité de rédaction :

Paul Belleflamme

Vincent Bodart

Muriel Dejemeppe

Gilles Grandjean

Jean-François Maystadt

William Parienté

Sandy Tubeuf

Bruno Van der Linden

Frédéric Vrins

